



69 - Rhône

Déclaration de l'UNSA - Éducation 69

CSASD – 31 Mars 2026 -

CARTE SCOLAIRE 1^{er} degré

Mr l'Inspecteur d'Académie, Directeur Académique du Rhône,

Mesdames et Messieurs les membres du CSASD,

La carte scolaire que nous avons d'ores et déjà discutée lors du groupe de Travail du 27 Mars dernier et qui se prépare encore ce jour pour la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail.

Nous tenons d'ailleurs à remercier les services de la DSDEN pour la qualité des documents fournis et bien sûr pour leur réalisation dans des conditions chaotiques.

L'Unsa-Education et le SE-Unsa 69 continuent à penser que la baisse démographique actée et non discutable aurait pu permettre à notre gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour améliorer le service public d'éducation.... Pour améliorer les conditions de travail des enseignants et des personnels de l'éducation... bref pour redonner foi en une Ecole de la République pour tous et de qualité !!!!

Profitant de l'aubaine de la baisse de la démographie française, notre Ministre ou plutôt devrais-je dire notre Président, fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels c'est un fait établi malheureusement.

L'école en avait-elle besoin ou pouvait-elle se le permettre ?

A l'Unsa Education, nous affirmons que non. Les personnels sont de plus en plus en surmenage, en proie aux tensions entre leur professionnalisme

et la réelle possibilité d'accomplir leur mission, le mal-être grandit au fur et à mesure de la dégradation des conditions de travail...

Certaines des suppressions qui devraient être actées ce jour vont priver certains collègues directrices et directeurs d'un morceau plus ou moins conséquent de leur décharge actuelle... A l'heure où cette mission est de moins en moins attractive ce n'est réellement pas un bon signal.

Une voire 2 suppressions de classes dans la même école est déjà un coup dur à accepter pour l'ensemble de l'équipe de l'école et de la direction, si en plus (avec l'empilage incessant des missions des directrices et directeurs d'écoles) ceux-ci se retrouvent avec encore moins de temps pour effectuer leurs missions... la perte d'attractivité de ces missions particulières nécessaires au bon fonctionnement de notre école de la république est irrémédiable... Nous voulons une école plus efficiente... plus proche des préoccupations de terrain et de la société, il nous faut nous en donner les moyens !

En sus, l'éducation de nos enfants ne peut pas se faire sur la souffrance des personnels. Elle n'est pas une charge financière, elle est un investissement pour l'avenir, pour la formation efficiente des citoyens de demain, bref pour l'image et la pérennité de notre nation. L'Institut des Politiques Publiques dans son étude « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » le confirme : « la réduction du nombre de personnel n'est pas une opération rentable sur le long terme, puisque pour un euro économisé, neuf euros sont perdus pour la société. »

Sur le terrain, ces suppressions drastiques de postes que nous vivons depuis maintenant plusieurs années... nous savons bien ce que cela signifie : des classes trop chargées, moins de temps pour chaque élève, une inclusion scolaire toujours plus dégradée, des directrices et directeurs et des chefs d'établissement épuisés, des équipes contraintes de « faire toujours plus avec toujours moins »....

Une brigade de remplaçants qui de fait, pour nous ici dans le Rhône ne peut être abondée... et la refonte des brigades REP+ qui, nous en sommes malheureusement persuadés engendrera des suppressions de formations et de concertation... lorsqu'il faudra palier au manque de remplaçants à certaines périodes tendues de l'année notamment...

Comme de coutume depuis quelques années, on déshabille Paul pour habiller Jacques... et, encore une fois sur le terrain c'est aux différents personnels que reviendra la lourde tâche de faire face aux problématiques diverses !

Ainsi pour ouvrir ici ... il faudra fermer encore plus de postes ailleurs. C'est une logique purement comptable, à rebours de tous les discours officiels sur la réussite de chaque élève, l'école inclusive, la proximité avec les familles.

A l'Unsa-Education, avec l'ensemble de ces suppressions annoncées, nous dénonçons que nos élèves, nos écoles, nos collègues deviennent des variables d'ajustement budgétaire.

L'Unsa-Education le dit clairement : nous refusons que la baisse des effectifs serve de prétexte à un désengagement de l'État. Nous exigeons une dotation en postes qui permette réellement de réduire les effectifs par classe, de renforcer le remplacement, l'aide spécialisée, l'accompagnement des élèves à besoins particuliers.

Sans moyens supplémentaires, la « réussite de tous » reste un slogan creux.

Le Budget de l'Éducation nationale ne doit plus être envisagé comme une dépense mais comme un investissement à long terme...

Je vous remercie de votre attention.

Pour l'Unsa Education 69,

Sylvie CARON

Secrétaire Départementale de l'Unsa-Education 69

Représentante titulaire CSASD.